

Séance ordinaire du 10 mai 2004

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce dixième jour du mois de mai deux mille quatre, à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Sont absents : les membres du Conseil Béatrice Demers et André Hamel.

Assistent à la séance : Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Danielle Bilodeau, greffière.

CV-2004-04-01

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 10 mai 2004, tel que modifié par le retrait de l'affaire suivante :

« Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue de Normandie (secteur Lévis)
[Réf. : AGT-GEP-2004-104](#) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-02

Période de questions

Environ 125 personnes assistent à la séance.

Quelques personnes posent des questions et émettent des commentaires.

Une personne dépose une pétition concernant une section de la route 275, secteur Saint-Jean-Chrysostome. Une autre personne dépose copie d'une pétition concernant le projet de développement de « Village Récréo-Résidentiel Saint-Romuald inc. » dans le secteur Saint-Romuald. Une autre personne dépose une pétition concernant la 13^{ième} Rue, secteur Saint-Rédempteur.

CV-2004-04-03

Approbation du procès-verbal de la séance spéciale du Conseil de la Ville du 26 avril 2004

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'approuver le procès-verbal de la séance spéciale du Conseil de la Ville tenue le 26 avril 2004.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-04

Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 19 et 26 avril 2004

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif tenues les 19 et 26 avril 2004 est déposé.

CV-2004-04-05

Demande d'exonération de la TPS au gouvernement fédéral

Attendu que le gouvernement fédéral a annoncé que la TPS serait remboursée à 100% aux municipalités à partir du 1^{er} février 2004 ;

Attendu que les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral sont complètement exonérés de la TPS, laquelle ne leur est jamais facturée ;

Attendu que dans le cadre de la modernisation de la gestion publique, toute mesure doit être prise pour simplifier la gestion de la TPS aussi bien au sein des municipalités que des services fédéraux ;

Attendu que l'exonération des municipalités du paiement de la TPS aurait pour résultat une importante économie de temps et d'énergie en administration ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-70;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De demander au gouvernement fédéral que les municipalités soient exonérées du paiement de la TPS.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-06

Désignation d'un membre du Conseil de la Ville à la Conférence régionale des élus

Attendu qu'un poste supplémentaire au Conseil d'administration de la Conférence régionale des élus sera créé pour la Ville par le gouvernement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-71;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De désigner le membre du Conseil de la Ville Isabelle Demers à titre de représentante de la Ville au Conseil d'administration de la Conférence régionale des élus, la présente résolution prenant effet dès l'adoption du décret du gouvernement créant un poste additionnel pour la Ville au sein de cet organisme.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-07

Crédit additionnel pour l'élaboration d'un plan d'affaires en partenariat public-privé pour le projet d'implantation d'un complexe sportif multifonctionnel dans le pôle régional ouest

[Réf. : DEC-2004-001](#)

Attendu l'analyse de faisabilité réalisée par Zins Beaudesne et Associés dans le cadre du projet de complexe sportif multifonctionnel proposé par 9125-6602 Québec inc.;

Attendu l'envergure de ce projet et la nécessité de mettre à niveau les paramètres financiers de celui-ci à la lumière des consultations qui ont été tenues avec les intervenants du milieu ainsi que d'élaborer un plan d'affaires du projet selon une formule de partenariat public-privé;

Attendu l'offre de services obtenue de PricewaterhouseCoopers à cet effet en date du 10 décembre 2003 pour un montant maximum de 25 000 \$, taxes incluses et la confirmation de participation financière du promoteur à la réalisation de ce mandat pour un montant de 10 000 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-37 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'affecter un montant de 10 000 \$ provenant de la contribution financière du promoteur pour la réalisation de ce contrat à titre de crédit additionnel au poste 02 -620-00-499.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy-Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Pierre Gagné.

Adoptée à la majorité

CV-2004-04-08

Modifications aux résolutions CV-2003-10-49 « Financement de la dépense relative aux services professionnels d'ingénierie dans le cadre du projet de construction d'une bibliothèque et de locaux culturels dans le secteur Charny » et CV-2004-01-58

« Octroi de contrat pour la fourniture des services d'architecture dans le cadre du projet de construction de la bibliothèque et des locaux culturels (secteur Charny) »
Réf. : FIN-2004-013

Attendu qu'un montant de 1,2 M \$ a été réservé à même le surplus accumulé de l'ex-Ville de Charny pour la construction d'une nouvelle bibliothèque et l'aménagement de locaux culturels dans le secteur Charny, ce montant devant servir au financement des dépenses engagées en 2002 et celles à venir en regard de ce projet ;

Attendu que le financement de la dépense relative à la fourniture de services d'ingénierie doit être réalisé à même le surplus déjà réservé de l'ex-Ville de Charny ;

Attendu que le financement de la dépense relative à la fourniture de services d'architecture doit être également réalisé à même le surplus déjà réservé de l'ex-Ville de Charny ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-32 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De modifier la résolution CV-2003-10-49 « Financement de la dépense relative aux services professionnels d'ingénierie dans le cadre du projet de construction d'une bibliothèque et de locaux culturels dans le secteur Charny », par le remplacement des mots « à même le surplus de l'ex-Ville de Charny » par les mots « à même le surplus déjà réservé de l'ex-Ville de Charny par la résolution CV-2003-00-20 ».

De modifier la résolution CV-2004-01-58 « Octroi de contrat pour la fourniture de services d'architecture dans le cadre du projet de construction de la bibliothèque et des locaux culturels (secteur Charny) » par l'ajout des mots « à même le surplus déjà réservé de l'ex-Ville de Charny par la résolution CV-2003-00-20 ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-09

Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue de l'Église (secteur Saint-Romuald)
Réf. : AGT-GEP-2004-100

Attendu qu'en 2002, la Ville adhère au programme Agir, volet Habitation, Accès Logis et Logement Abordable autorisant l'implantation de 350 unités de logements sur le territoire, par la résolution CV-2002-07-40 ;

Attendu que le projet situé sur la rue de l'Église (secteur Saint-Romuald) a été retenu et nécessite la participation du milieu ;

Attendu qu'il y a lieu de confirmer la participation de la Ville à la Société d'habitation du Québec ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-09 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De participer au projet de logements sociaux de la rue de l'Église (secteur Saint-Romuald) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante:

- don d'un terrain décontaminé, prêt à construire, situé sur une partie du lot 2 156 554 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 20 215 mètres carrés ;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre et un évaluateur agréé;
- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption des frais d'émission du permis de construction et des frais concernant la demande de dérogation mineure.

De céder gratuitement à l'Office municipal d'habitation de Lévis une partie du lot 2 156 554 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 20 215 mètres carrés et ce, à la condition que ce projet de logements sociaux soit accepté par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme Logement Abordable et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-10

Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue Saint-Jacques (secteur Saint-Romuald)

[Réf. : AGT-GEP-2004-101](#)

Attendu qu'en 2002, la Ville adhéraît au programme Agir, volet Habitation, Accès Logis et Logement Abordable autorisant l'implantation de 350 unités de logements sur le territoire, par la résolution CV-2002-07-40 ;

Attendu que le projet situé sur la rue Saint-Jacques (secteur Saint-Romuald) a été retenu et nécessite la participation du milieu ;

Attendu qu'il y a lieu de confirmer la participation de la Ville à la Société d'habitation du Québec ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-10 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le maire Jean Garon

De participer au projet de logements sociaux de la rue Saint-Jacques (secteur Saint-Romuald) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante :

- don d'un terrain décontaminé, prêt à construire, situé sur une partie du lot 2 156 916 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 11 028 mètres carrés;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre et un évaluateur agréé ;
- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption des frais d'émission du permis de construction et des frais concernant la demande de dérogation mineure.

De céder gratuitement à l'Office municipal d'habitation de Lévis une partie du lot 2 156 916 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 11 028 mètres carrés et ce, à la condition que ce projet de logements sociaux soit accepté par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme Logement Abordable et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-11

Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue Hallé (secteur Lévis)

[Réf. : AGT-GEP-2004-102](#)

Attendu qu'en 2002, la Ville adhère au programme Agir, volet Habitation, Accès Logis et Logement Abordable autorisant l'implantation de 350 unités de logements sur le territoire, par la résolution CV-2002-07-40 ;

Attendu que le projet situé sur la rue Hallé (secteur Lévis) a été retenu et nécessite la participation du milieu ;

Attendu qu'il y a lieu de confirmer la participation de la Ville à la Société d'habitation du Québec ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-11;

En conséquence,

Il est proposé par la maire Jean Garon

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De participer au projet de logements sociaux de la rue Hallé (secteur Lévis) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante :

- don du terrain décontaminé, prêt à construire, situé sur les lots 2 219 107 et 2 219 108 du cadastre du Québec, d'une superficie totale d'environ 2 274 mètres carrés;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre et un évaluateur agréé ;

- exemption du paiement des frais de raccordement aux services publics ;
- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption des frais d'émission du permis de construction et des frais concernant la demande de dérogation mineure.

De céder gratuitement à l'Office municipal d'habitation de Lévis les lots 2 219 107 et 2 219 108 du cadastre du Québec et ce, à la condition que ce projet de logements sociaux soit accepté par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme Logement Abordable et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-12

Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue des Générations (secteur Charny)

Réf. : [AGT-GEP-2004-103](#)

Attendu qu'en 2002, la Ville adhère au programme Agir, volet Habitation, Accès Logis et Logement Abordable autorisant l'implantation de 350 unités de logements sur le territoire, par la résolution CV-2002-07-40 ;

Attendu que le projet situé sur la rue des Générations (secteur Charny) a été retenu et nécessite la participation du milieu ;

Attendu qu'il y a lieu de confirmer la participation de la Ville à la Société d'habitation du Québec ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-12 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De participer au projet de logements sociaux de la rue des Générations (secteur Charny) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante :

- don d'un terrain décontaminé, prêt à construire, situé sur une partie du lot 2 381 809 du cadastre du Québec et sur une partie du lot 2 381 912 de ce cadastre d'une superficie d'environ 4 149 mètres carrés;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre et un évaluateur agréé ;
- exemption du paiement des frais de raccordement aux services publics ;
- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;

- exemption des frais d'émission du permis de construction et des frais concernant la demande de dérogation mineure.

D'assumer 10% du coût du supplément au loyer et ce, pour 50% des logements prévus à ce projet, pour une période minimale de cinq ans.

De céder gratuitement à l'Office municipal d'habitation de Lévis le lot 2 381 809 du cadastre du Québec et une partie du lot 2 381 912 de ce cadastre d'une superficie d'environ 4 149 mètres carrés et ce, à la condition que ce projet de logements sociaux soit accepté par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme Accès Logis et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-13

Modification à la résolution CV-2004-00-80 « Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) »

[Réf. : AGT-GEP-2004-080](#)

Attendu que le Conseil de la Ville confirmait sa participation au projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur de Saint-Étienne-de-Lauzon) suivant certaines conditions, par la résolution CV-2004-00-80 et ce, dans le cadre du programme Agir, Volet Habitation (Accès Logis);

Attendu qu'après analyse, ce projet sera réalisé sur une partie d'un terrain appartenant à la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-14 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De modifier la résolution CV-2004-00-80 « Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) » par le remplacement de la décision par la suivante :

« De participer au projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante:

- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption du paiement des frais d'émission du permis de construction ainsi que des frais concernant la modification au règlement de zonage et la demande de dérogation mineure;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre, un évaluateur agréé et un notaire;

- don d'une partie du terrain décontaminé, situé sur le lot 167-27 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, d'une superficie d'environ 432 mètres carrés.

D'assumer 10% du coût du supplément au loyer et ce, pour 50% des logements prévus à ce projet pendant les cinq premières années. ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-14

Acquisition du lot 3 180 428 du cadastre du Québec (rue Gabrielle-Roy, secteur Saint-Nicolas) et ouverture de rue

[Réf. : AGT-GEP-2004-107](#)

Attendu que le promoteur Martial Chabot a complété les travaux d'infrastructures sur la rue Gabrielle-Roy (secteur Saint-Nicolas) à la satisfaction de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-39;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'acquérir à titre gratuit le lot 3 180 428 du cadastre du Québec, tel que montré au plan de Benoît Émond, arpenteur-géomètre, minute 12 318 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ce lot et ce, conditionnellement à son acquisition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-15

Acquisition des lots 3 157 179 et 2 287 345 du cadastre du Québec (secteur de la rue Cayer, secteur Saint-Nicolas) et ouverture de rue

[Réf. : AGT-GEP-2004-108](#)

Attendu que le promoteur Développements Fortier inc. a complété les travaux d'infrastructures dans le secteur de la rue Cayer (secteur Saint-Nicolas) à la satisfaction de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-40;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'acquérir à titre gratuit les lots 3 157 179 et 2 287 345 du cadastre du Québec tels que montrés au plan d'Alain Gosselin, arpenteur-géomètre, minute 7 820 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ces lots et ce, conditionnellement à leur acquisition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-16

Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'une partie du lot 169-P du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon (avenue Albert-Rousseau, secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

[Réf. : AGT-GER-2004-069](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'un terrain situé sur l'avenue Albert-Rousseau (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon);

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville de Lévis, résolution CCA-2004-21;

Attendu que cette demande est conforme au règlement de zonage;

Attendu les critères de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-54;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De donner un avis favorable à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'une partie du lot 169-P du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, d'une superficie de 2,5 hectares et ce, en tenant compte des critères annexés à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

[ANNEXE](#)

CV-2004-04-17

Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'exploitation d'une sablière sur une partie des lots 190-P et 191-P de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy (chemin Sainte-Hélène, secteur Saint-Joseph-de-la-Pointe-De Lévy)

[Réf. : AGT-GER-2004-064](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'exploitation d'une sablière située sur le chemin Sainte-Hélène (secteur Saint-Joseph-de-la-Pointe-De Lévy);

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville de Lévis, résolution CCA-2004-19;

Attendu les critères de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-56;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De donner à la Commission de protection du territoire agricole du Québec un avis favorable à l'utilisation à d'autres fins que l'agriculture et plus précisément, l'exploitation d'une sablière sur une partie des lots 190-P et 191-P du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, d'une superficie d'environ 12,66 hectares et ce, en tenant compte des critères annexés à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

[ANNEXE](#)

CV-2004-04-18

Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'utilisation à d'autres fins que l'agriculture d'une partie des lots 1 964 650 et 1 964 667 du cadastre du Québec (route Marie-Victorin, secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : AGT-GER-2004-060](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'agrandissement d'un emplacement résidentiel situé sur la route Marie-Victorin (secteur Saint-Nicolas);

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville de Lévis, résolution CCA-2004-18;

Attendu que cette demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture est conforme au règlement de zonage no 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas;

Attendu les critères de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-57;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De donner un avis favorable à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'utilisation à d'autres fins que l'agriculture des lots 1 964 650 et 1 964 667 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 683,2 mètres carrés, pour l'agrandissement d'un emplacement résidentiel sur ces lots et ce, en tenant compte des critères annexés à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

[ANNEXE](#)

CV-2004-04-19

Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'une partie du lot 2 059 566 du cadastre du Québec (route Monseigneur-Lagueux, secteur Pintendre)

[Réf. : AGT-GER-2004-063](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'un terrain situé sur la route Monseigneur-Lagueux (secteur Pintendre);

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville de Lévis, résolution CCA-2004-20;

Attendu que cette demande est conforme au règlement de zonage;

Attendu les critères de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-58;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De donner un avis favorable à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation d'une partie du lot 2 059 566 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 3,9 hectares et ce, en tenant compte des critères annexés à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

[ANNEXE](#)

CV-2004-04-20

Financement des travaux de naturalisation au Lac Baie d'Or (secteur Pintendre)

[Réf. : AGT-GEP-2004-114](#)

Attendu qu'un problème environnemental est observé au lac Baie d'Or (secteur Pintendre);

Attendu que cette problématique engendre des conséquences négatives sur la qualité de vie des résidents du secteur et des utilisateurs du parc municipal contigu au lac;

Attendu que des travaux de réhabilitation sont requis pour régulariser la situation;

Attendu que le parc du lac Baie d'Or est accessible à l'ensemble de la population du secteur Pintendre;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De financer la dépense relative au projet de naturalisation du lac Baie d'Or (secteur Pintendre) pour un montant maximal de 188 000 \$, plus taxes, incluant la dépense relative aux honoraires professionnels afférents, à même le surplus accumulé de l'ex-Municipalité de Pintendre.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-21

Protocole d'entente à intervenir avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant l'octroi d'une aide financière dans le cadre du programme d'infrastructures Canada-Québec 2000, sous-volet 1.1, pour la réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout du chemin du Sault et de la rue Sévigny (secteur Saint-Romuald)

[Réf. : RE-GEN-2004-054](#)

Attendu la confirmation de l'octroi d'une aide financière du ministère des Affaires municipales et de la Métropole dans le cadre du sous-volet 1.1 du programme d'infrastructures Québec-Municipalités pour les travaux de réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout du chemin du Sault et de la rue Sévigny (secteur Saint-Romuald) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-04-96 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le protocole d'entente à intervenir avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant l'octroi d'une aide financière dans le cadre du programme d'infrastructures Canada-Québec 2000, sous-volet 1.1, pour la réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout du chemin du Sault et de la rue Sévigny (secteur Saint-Romuald), tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision RE-GEN-2004-054.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-22

Transfert de crédits de la réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance créée par le Règlement RV-2004-01-97 pour les travaux de réparation du chalet du parc Maréchal-Joffre (secteur Charny)

[Réf. : RE-BI-2004-008](#)

Attendu la création d'une réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance;

Attendu le sinistre survenu au chalet du parc Maréchal-Joffre (secteur Charny);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-04-99 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'affecter, à partir de la réserve créée pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance, la somme nécessaire à la réparation du chalet du parc Maréchal-Joffre, jusqu'à concurrence de la somme de 100 000 \$, au poste budgétaire 02-845-00-522, au fur et à mesure des besoins, pour permettre ainsi de réaliser les travaux de nettoyage, de réparation, de remplacement d'équipement et de payer les honoraires professionnels afférents.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-23

Octroi de contrat pour la fourniture de deux surfaceuses électriques à batteries pour le Service des équipements récréatifs

[Réf. : RE-EM-2004-009](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture de deux surfaceuses électriques à batteries pour le Service des équipements récréatifs;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-05 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture de deux surfaceuses électriques à batteries à Robert Boileau inc., au prix de 300 905,40 \$, taxes incluses, en retenant l'option « A » (conditionneur en acier galvanisé) au prix de 1 437,81 \$ chacun et excluant toutefois l'option « B » (peinture de la benne d'une autre couleur que blanche), pour une dépense totale de 303 781,02 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires à la transaction.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-24

Octroi de contrats pour la fourniture de six camionnettes pour le Service des travaux publics et le Service des approvisionnements

[Réf. : RE-EM-2004-007](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture de six camionnettes pour le Service des travaux publics et le Service des approvisionnements;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-00 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder les contrats pour la fourniture de six camionnettes à Société Auto Collection de Québec de la façon suivante :

- fourniture de trois camionnettes 4 x 2, cabine simple, pour un montant total de 80 685,44 \$, taxes incluses ;
- fourniture de deux camionnettes compactes, pour un montant total de 54 984,25 \$, taxes incluses;
- fourniture d'une camionnette 4 x 2, cabine allongée, pour un montant de 26 799,67 \$, taxes incluses ;

aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, conformément au devis et à sa soumission et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-25

Octroi de contrat pour la fourniture du service de coupe de bordures de rues et trottoirs

[Réf. : RE-TP-2004-015](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture du service de coupe de bordures de rues et trottoirs ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-07 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder le contrat pour la fourniture du service de coupe de bordures de rues et trottoirs à Sciage et Forage Québec (1984) inc., pour une période de trois ans, aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense estimée à 385 772,29 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-26

Octroi de contrat pour la fourniture d'un équipement usagé pour la réparation de pavage pour le Service des travaux publics et financement afférent

[Réf. : RE-TP-2004-018](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture d'un équipement usagé pour la réparation des nids-de-poule, année 2001 ou plus récent;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-51;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder le contrat pour la fourniture d'un équipement usagé pour la réparation de pavage à Cubex Ltée, au prix de 195 427,48 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission, d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires à la transaction et pour financer cette dépense au montant de 195 427,48 \$, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement sur une période de cinq ans, à compter de l'an 2005 et ce, à même les économies réalisées au budget de fonctionnement de la Direction des réseaux et équipements pour chacune des années concernées.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy-Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

CV-2004-04-27

Octroi de contrat pour la fourniture d'une pelle hydraulique sur roues pour le Service des travaux publics

[Réf. : RE-EM-2004-010](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture d'une pelle hydraulique sur roues pour le Service des travaux publics;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-60;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture d'une pelle hydraulique sur roues à Denis Gauvin inc. au prix de 208 481,66 \$, taxes incluses, en retenant les options « A » (dent défonceuse) au prix de 3 096,47 \$, « B » (godet à tranchée) au prix de 5 287,70 \$ et « C » (godet à fossé) au prix de 6 328,68 \$, pour une dépense totale de 223 194,51 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission, d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires à la transaction et pour payer une partie des échéances de l'emprunt, de diminuer le budget de fonctionnement de la Direction des réseaux et équipements d'une somme de 23 000 \$ correspondant à l'économie réalisée.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-28

Octroi de contrat pour la fourniture de huit véhicules pour la Direction du service de police

[Réf. : RE-EM-2004-011](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture de huit véhicules pour la Direction du service de police;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-61;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture de huit véhicules pour la Direction du service de police à Martin Ford inc., aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale de 357 700,14 \$, taxes incluses, en retenant les options « A », « B » et « C » (fourniture et installation de gyrophares), conformément au devis et à sa soumission et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires à la transaction.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-29

Conventions à intervenir avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour l'ajout de dispositifs de sécurité aux passages à niveau du chemin Terrebonne et de la route du Centre (secteur Saint-Jean-Chrysostome)

[Réf. : RE-TP-2003-063](#)

[Réf. : RE-TP-2004-021](#)

Attendu la présence de deux passages à niveau traversant le chemin Terrebonne et la route du Centre (secteur St-Jean-Chrysostome);

Attendu que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a l'intention d'augmenter la vitesse des trains circulant dans ce secteur;

Attendu la nécessité d'assurer la sécurité des usagers et minimiser les risques d'accidents mortels;

Attendu que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada entend installer un système d'avertissement avec feux clignotants;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer les conventions à intervenir avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada concernant l'ajout de dispositifs de sécurité aux passages à niveau du chemin Terrebonne et de la route du Centre (secteur Saint-Jean-Chrysostome), telles qu'elles sont annexées à la fiche de prise de décision RE-TP-2003-063.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-30

Demande de subvention au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant les travaux de modification de l'alimentation en eau du secteur du parc Érablière (secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : RE-GE-2004-003](#)

Attendu que des travaux de raccordement du réseau d'aqueduc du secteur de l'Érablière (secteur Saint-Nicolas) à celui du secteur du chemin Filteau desservi via l'usine de traitement d'eau du secteur Charny, amélioreront la qualité de l'eau potable;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De demander une subvention au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant les travaux de modification de l'alimentation en eau du secteur du parc de l'Érablière (secteur Saint Nicolas).

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-31

Crédit additionnel pour des travaux suite à un dégât d'eau (795, boulevard Alphonse-Desjardins, secteur Lévis)

[Réf. : RE-BI-2004-007](#)

Attendu que suite à une infiltration d'eau, des dommages sont survenus à l'immeuble sis au 795, boulevard Alphonse-Desjardins, le 15 février 2004;

Attendu l'obligation de procéder promptement aux réparations de manière à garder l'édifice accessible et salubre;

Attendu que la firme Poly-Énergie est responsable des dommages causés;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-04-71 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder un crédit additionnel de 18 620 \$ à la Direction des réseaux et équipements pour payer les factures relatives à la réparation de l'immeuble situé au 795, Alphonse-Desjardins (secteur Lévis) suite au sinistre survenu, en attendant de recevoir les sommes d'argent de Poly-Énergie qui est responsable des dommages causés.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-32

Modification aux règles de circulation (secteur Lévis)

[Réf. : RE-GEN-2004-052](#)

Attendu la nécessité de sécuriser la traverse de la piste cyclable à l'intersection de la rue Saint-Laurent (secteur Lévis) ;

Attendu le nombre important d'usagers du parcours des Anses ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-08 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'installer un arrêt sur la rue Saint-Laurent, au croisement de la piste cyclable du parcours des Anses situé à proximité du pont de la rivière-à-la-Scie (secteur Lévis).

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-33

Octroi de contrats et décret de travaux de réfection de pavage, trottoirs, bordures et autres travaux d'infrastructures et financement afférent

[Réf. : RE-GEN-2004-058](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées pour des travaux de réfection de pavage, trottoirs, bordures et autres travaux d'infrastructures ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De décréter l'ensemble des travaux pour la réfection de pavage, trottoirs et bordures décrits aux annexes C et D de la fiche de prise de décision RE-GEN-2004-058 incluant le prolongement de l'égout pluvial de la rue Paul-Émile-Borduas (secteur Lévis), sur une longueur de 180 mètres, pour une dépense estimée à 153 500 \$, en excluant toutefois les travaux suivants :

- les travaux de pavage de la rue des Moissons (secteur Lévis) qui requièrent une modification au règlement 689 de l'ex-Ville de Lévis ;
- les travaux de prolongement du trottoir en face du 1155, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint Romuald) qui requièrent une source de financement ;
- les travaux de pavage du prolongement du chemin Méthot (secteur Saint-Nicolas) qui requièrent l'adoption d'un règlement d'emprunt.

De financer la dépense relative au pavage du lien entre la piste cyclable et la rue des Sarcelles (secteur Charny) au montant de 8 000 \$ à même le surplus de l'ex-Ville de Charny.

D'accorder les contrats suivants :

- concernant les trottoirs et bordures, à Groupe Macadam inc. aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale estimée à 1 264 448,91 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission ;
- concernant le pavage, à Les Entreprises Lévisiennes inc., « partie A » (arrondissement Desjardins) aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale estimée à 1 128 707,54 \$, taxes incluses et la « partie C » (arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest) aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission pour une dépense totale estimée à 615 692,02 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission ;
- concernant le pavage « partie B » (arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est), à Construction B.M.L. division de Sintra inc., aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale estimée à 509 945,05 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission ;

à l'exception des travaux suivants qui sont accordés à la condition que leur financement soit assuré, tel que précisé plus haut :

- les travaux de pavage de la rue des Moissons (secteur Lévis) ;
- les travaux de prolongement du trottoir en face du 1155, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald) ;
- les travaux de pavage du prolongement du chemin Méthot (secteur Saint-Nicolas).

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-34

Octroi de contrats pour la construction d'une bibliothèque et de locaux culturels dans le secteur Charny

[Réf. : RE-GEN-2004-061](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la construction d'une bibliothèque et de locaux culturels dans le secteur Charny ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accorder à Génie Tech inc. le contrat de construction de la bibliothèque et des locaux culturels dans le secteur Charny, au prix forfaitaire de 2 188 700 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission et ce, conditionnellement à l'approbation par le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir du règlement d'emprunt RV-2004-02-02 adopté pour financer cette dépense.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-35

Adoption du plan d'action de la politique familiale

[Réf. : DVC-2004-009](#)

Attendu l'adoption de la politique familiale de la Ville par le Conseil de la Ville, par la résolution CV-2004-00-22;

Attendu le mandat confié au Comité de suivi de la politique familiale par le Conseil de la Ville en regard du plan d'action de la politique familiale;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-23 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le plan d'action de la politique familiale, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision DVC-2004-009.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-36

Subvention aux associations de baseball et de soccer

[Réf. : DVC-SPO-2004-031](#)

Attendu que la Ville appuie la réalisation d'activités de soccer et de balle pour l'ensemble des jeunes citoyens et citoyennes du territoire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-25;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De verser les subventions suivantes aux organismes suivants pour la réalisation de leurs activités de baseball et de soccer pour la saison 2004 :

• Association de baseball mineur Chaudière Est,	2 955 \$
• Association de baseball mineur St-Nicolas,	4 400 \$
• Association de baseball mineur Desjardins,	2 000 \$
• Association stéphanoise de baseball inc.,	3 096 \$
• Association des sports amateurs de balle St-Rédempteur,	2 700 \$
• Corporation de baseball mineur St-Jean-Chrysostome,	3 900 \$
• Association de soccer mineur St-Jean-Chrysostome et St-Romuald,	5 000 \$
• Association de soccer mineur Chaudière-Ouest,	11 000 \$
• Association de soccer mineur St-Étienne de Lauzon inc.	7 472 \$

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-37

Subvention au Triathlon de Lévis

[Réf. : DVC-SPO-2004-032](#)

Attendu que le triathlon de Lévis est un événement reconnu par la Ville qui contribue à sa visibilité sur le plan national et international;

Attendu que la tenue d'une telle compétition à Lévis a un effet d'entraînement dans la population pour la pratique sportive;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-67;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De verser une subvention de 9 000 \$ au Club Tri-action de Lévis pour la tenue de l'édition 2004 du Triathlon de Lévis.

D'autoriser le Triathlon de Lévis à emprunter le territoire de la Ville selon les parcours établis avec la Direction de la vie communautaire dans le cadre de cet événement qui aura lieu les 9 et 10 juillet 2004.

D'apporter le support requis quant à la sécurité, la publicité et la logistique entourant le passage des coureurs au cours de cet événement, selon les paramètres établis avec toutes les Directions concernées.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-38

Adoption de la Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local

[Réf. : DVC-2004-012](#)

Attendu la « Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local » adoptée en 1998 au Zimbabwe par les pays membres de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux, maintenant connue sous le nom de Villes et gouvernements locaux unis ;

Attendu que cette déclaration vise à assurer la pleine et égale participation des femmes aux instances politiques et administratives, à assurer leur pleine participation, en tant que citoyennes, au développement des villes et des communautés et à implanter l'approche différenciée selon les sexes dans les pratiques de planification, de développement et de gestion urbaine;

Attendu que la participation de femmes et la prise en compte de leurs besoins spécifiques est au cœur des enjeux actuels du développement des villes, partout dans le monde ;

Attendu que l'intégration systématique des femmes renforce le fondement démocratique, l'efficacité et la qualité des activités des collectivités territoriales;

Attendu que si la Ville entend répondre aux besoins tant des femmes que des hommes, elle doit s'appuyer sur les expériences tant des femmes que des hommes, à travers une représentation égale à tous les niveaux et dans tous les domaines de décision;

Attendu que la Fédération canadienne des municipalités, en plus d'avoir adopté cette Déclaration, a mis en œuvre une commission pour travailler les problématiques liées à la place des femmes élues et promouvoir une action positive à cet égard;

Attendu que l'Union des municipalités du Québec a reconnu, à l'intérieur de ses priorités et de son plan d'action, l'objectif d'un meilleur équilibre démocratique au sein des conseils municipaux et à cet effet, s'est engagée à fournir aux municipalités l'information et les outils permettant l'analyse différenciée selon le sexe afin qu'elles puissent les utiliser dans la mise en œuvre de leurs politiques, de leurs programmes et de leurs règlements;

Attendu la création et le mandat de la Commission consultative « Femmes et Ville »;

Attendu l'existence de l'Atelier « Femmes » mis sur pied dans le cadre des travaux de la planification stratégique du territoire lévisien;

Attendu les résultats du Sommet de Lévis et plus particulièrement, les moyens d'actions suivants recommandés par l'atelier « Femmes » et entérinés par les autres ateliers :

- MV16.1 recommander à la Ville de Lévis d'adopter la Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local, mise de l'avant par l'Union internationale des villes et des pouvoirs locaux ;
- MV16.3 recommander la mise en place de l'approche différenciée selon les sexes, de façon à intégrer la préoccupation de l'égalité entre les sexes à la gestion municipale;
- MV16.5 recommander à la Ville de Lévis d'adopter et de mettre en place une politique en matière d'équité hommes/femmes dans ses structures politiques et administratives ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-26 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter la Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local et de s'associer aux engagements pris par l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux maintenant connue sous le vocable « Villes et gouvernements locaux unis ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-39

Entente à intervenir avec la Caisse populaire Desjardins des Affluents concernant le versement d'une commandite pour la surfaceuse de l'Aquaréna (secteur Charny)

[Réf. : DVC-2004-013](#)

Attendu que la Caisse Populaire des Affluents accepte de verser à la Ville une commandite de 15 000 \$ en contrepartie d'identifier en exclusivité cette institution sur la surfaceuse de l'Aquaréna;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-24 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec la Caisse populaire Desjardins des Affluents concernant le versement d'une commandite pour la surfaceuse de l'Aquaréna (secteur Charny), telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision DVC-2004-013.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-40

Subvention au Club de Curling Etchemin (1961) Ltée

Réf. : [DVC-2004-007](#)

Attendu que la pratique du curling connaît un essor important;

Attendu que le Club de Curling Etchemin se voit dans l'obligation de limiter la demande à cause de ses installations limitées;

Attendu que le projet d'ajout de glaces, en plus d'offrir des services de qualité pour une clientèle accrue, permettrait d'accueillir des tournois d'importance et qui, par le fait même, engendrerait des retombées économiques importantes;

Attendu qu'un tel projet permettrait de mettre en place un programme sports études avec la Commission scolaire des Navigateurs;

Attendu que le Club de Curling Etchemin est un organisme qui gère ses activités et ses opérations avec compétence et rigueur;

Attendu l'engagement du gouvernement du Québec à contribuer pour un montant de 170 000\$ quant au projet d'ajout de deux glaces à l'immeuble situé au 235, rue Saint-Robert (secteur Saint-Romuald);

Attendu l'engagement du C.L.D. de Lévis à contribuer à ce projet pour un montant de 50 000\$;

Attendu l'opportunité qui se présente à la Ville de se doter d'un équipement d'importance pour la pratique du curling;

Attendu que la subvention à être versée par la Ville ne constitue d'aucune manière une remise de taxes au sens de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder au Club de Curling Etchemin (1961) Ltée une subvention maximale de 130 000 \$ pour combler le financement requis pour la réalisation du projet d'ajout de deux glaces à l'immeuble situé au 235, rue Saint-Robert (secteur Saint Romuald) qui est estimé à la somme de 700 000 \$ et de financer cette dépense à même le poste budgétaire relatif à la récupération de la TPS.

De lui accorder également une subvention annuelle équivalant à la valeur du compte de taxe foncière générale et de la taxe sur les immeubles non résidentiels qui lui sont facturées, pour une période de 15 ans.

Sous réserve de l'autorisation du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, de cautionner cet organisme à l'égard du prêt qui lui a été consenti par la Caisse populaire de Saint-Romuald dans le cadre de ce projet, pour un montant maximal de 350 000 \$ et pour une période maximale de 15 ans, ce cautionnement à être garanti par une hypothèque du même montant affectant l'immeuble où le projet sera réalisé et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Le tout, en tenant compte de la signature d'une entente à intervenir avec le Club de Curling Etchemin (1961) Ltée concernant, entre autres, l'utilisation de l'immeuble, les droits de la Ville en cas de disposition de celui-ci ou de cessation des activités du Club.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-41

Nomination à un poste de préposé aux communications affecté principalement à l'alimentation des systèmes MIP et CRPQ à la Direction du service de police

[Réf. : RH-2004-026](#)

Attendu la création d'un poste régulier à temps complet de préposé aux communications affecté principalement à l'alimentation des systèmes MIP et CRPQ à la Direction du service de police, par la résolution CV-2004-01-76;

Attendu la recommandation suite au processus de sélection;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-30 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De nommer Danielle Julien au statut de salarié régulier à temps complet au poste de préposé aux communications affecté principalement à l'alimentation des systèmes MIP et CRPQ à la Direction du service de police, au salaire de l'échelon 3 de la classe « préposé aux communications » de la convention collective de l'ex-Régie intermunicipale de police et direction incendie de Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald et aux conditions de travail de la convention collective des cols blancs de l'ex-Ville de Lévis, à l'exclusion de l'horaire, pour une période d'essai de 6 mois.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-42

Attribution d'odonymes à certaines rues et de toponymes à certains parcs

[Réf. : AGR-AFJ-2004-031](#)

Attendu que des rues doivent être nommées dans les secteurs Saint-Nicolas et Saint-Étienne-de-Lauzon;

Attendu qu'il y a lieu d'attribuer des toponymes à certains parcs ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-03 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'attribuer les odonymes suivants aux rues et les toponymes suivants aux parcs apparaissant aux plans annexés à la fiche de prise de décision AGR-AFJ-2004-031 :

- rue des Maubèches (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue des Chevaliers (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue du Sumac (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue de l'Aubépine (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue de Villieu (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue Alyre-Gingras (secteur Saint-Nicolas) ;
- rue du Givre (secteur Saint-Étienne) ;
- parc nautique Lévy (secteur Lévis) ;
- parc de la Jetée Ultramar (secteur Lévis) ;
- parc de l'Anse-Tibbits (secteur Lévis) ;
- parc des Hunes (secteur Lévis).

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-43

Crédit additionnel pour la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de la Ville

[Réf. : AGR-GRE-2004-017](#)

Attendu qu'il est nécessaire d'obtenir des crédits additionnels afin de couvrir les dépenses engagées pour l'organisation de la tenue du processus d'enregistrement des personnes habiles à voter de la Ville, y compris l'établissement et la révision de la liste référendaire aux fins de ce processus;

Attendu que la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* édicte que le gouvernement doit rembourser à la Villes les dépenses engagées dans le cadre de cet exercice;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-21 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'affecter un montant de 397 000 \$ provenant du gouvernement du Québec en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chap. 14) pour l'organisation et la tenue du processus d'enregistrement prévu à cette Loi, y compris pour l'établissement et la révision de la liste référendaire aux fins de ce processus et ce, à titre de crédit additionnel aux postes budgétaires énumérés en annexe à la fiche de prise de décision AGR-GRE-2004-017.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-44**Renouvellement des polices d'assurances de dommages pour 2004-2005**

Réf. : [AGR-AFJ-2004-034](#) et [AGR-AFJ-2004-036](#)

Attendu les conditions de renouvellement des contrats d'assurance de dommages présentées par les courtiers d'assurances pour la période du 1^{er} juin 2004 au 1^{er} juin 2005 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-69;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accepter les propositions de renouvellement des contrats d'assurance de dommages de la Ville pour les périodes suivantes :

- le contrat d'assurance automobile est prolongé du 1^{er} janvier 2005 au 1^{er} juin 2005;
- le contrat d'assurance responsabilité des fiduciaires (Régie de police) est prolongé du 19 janvier 2004 au 1^{er} juin 2005;
- le contrat d'assurance responsabilité excédentaire (« umbrella ») est prolongé du 1^{er} juin 2004 au 1^{er} août 2004;
- tous les autres contrats d'assurance de dommages sont prolongés pour la période du 1^{er} juin 2004 au 1^{er} juin 2005;

le tout, selon les propositions de renouvellement négociées avec les courtiers actuels prévues dans les rapports de Raymond Chabot Grant Thornton, datés du 26 avril 2004 et du 3 mai 2004.

De retirer du contrat d'assurance des biens les immeubles dont la valeur est inférieure à 100 000 \$ et indiqués dans la liste des emplacements jointe en annexe 3 à la fiche AGR-AFJ-2004-034 ;

D'autoriser le Chef du Service des affaires juridiques à résilier les contrats d'assurance accident des pompiers volontaires, bénévoles et brigadiers lorsque ceux-ci bénéficieront d'une protection substantiellement équivalente ou semblable, soit notamment par le biais de la Commission de la santé et de la sécurité au travail ou de tout autre programme d'assurance invalidité ou autre régime offert par la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-45**Dépôt du certificat du règlement RV-2004-02-02 décrétant des travaux pour la construction d'une bibliothèque et de locaux culturels dans le secteur Charny ainsi qu'un emprunt**

Le certificat d'enregistrement concernant le règlement RV-2004-02-02 est déposé.

CV-2004-04-46

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (300, route du Pont)

[Réf. : AGT-GER-2004-055](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Il explique le Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Personne ne prend la parole.

CV-2004-04-47

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 511 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (rue de l'Anse)

[Réf. : AGT-GER-2004-049](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 511 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur.

Il explique le Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Personne ne prend la parole.

CV-2004-04-48

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition d'une partie du lot 2 284 965 du cadastre du Québec (rue du Cap, secteur Saint-Rédempteur) ainsi qu'un emprunt

[Réf. : AGT-GEP-2004-089](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition d'une partie du lot 2 284 965 du cadastre du Québec (rue du Cap, secteur Saint-Rédempteur) ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter l'acquisition d'une partie du lot 2 284 965 du cadastre du Québec d'une superficie d'environ 2 344 mètres carrés ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme 84 346 \$, pour payer cette dépense, d'un terme de 10 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2004-04-49

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement constituant le Comité consultatif de toponymie de la Ville

[Réf. : AGR-AFJ-2004-032](#)

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement constituant le Comité consultatif de toponymie de la Ville.

Ce règlement a pour objet de constituer le Comité consultatif de toponymie de la Ville.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2004-04-50

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (usage industriel, rue des Riveurs)

[Réf. : AGT-GER-2004-026](#)

La conseillère Lise Brochu-Asselin donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet d'autoriser dans la zone Ib 75-82 l'usage « 487 Récupération et triage de produits divers (à l'exception de l'usage 4875 - récupération et triage de matières polluantes et toxiques) » et de ne pas permettre pour cet usage l'entreposage extérieur de type D, soit l'entreposage de marchandises en vrac et de machinerie.

De plus, la conseillère Lise Brochu-Asselin demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2004-04-51

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (usage industriel, rue des Riveurs)

[Réf. : AGT-GER-2004-026](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-53;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-52

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (entreposage extérieur, 4ième Avenue)

[Réf. : AGT-GER-2004-100](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Ce règlement a pour objet :

- de permettre dans la zone 503 C l'entreposage extérieur de type « D » dont la hauteur maximale est limitée à trois mètres, au lieu du type « C »;
- d'exiger la pose d'une clôture d'une hauteur minimale de 2,25 mètres et d'ériger une haie devant toute clôture visible du chemin public.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2004-04-53

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (entreposage extérieur, 4^{ième} Avenue)

[Réf. : AGT-GER-2004-100](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-54

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (habitations collectives, rue Saint-Laurent)

[Réf. : AGT-GER-2004-080](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-41;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-92.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-55

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (correction relative à la note 37)

[Réf. : AGT-GER-2004-081](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-55;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-01-93.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-56

Adoption du Second projet de règlement modifiant certains règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (agrandissement d'une zone commerciale, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2004-082](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-42;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant certains règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-01-91.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-57

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (rue Wilfrid-Hallé)

[Réf. : AGT-GER-2004-083](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-43;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-02-50.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-58

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (poste d'essence avec dépanneur)

[Réf. : AGT-GER-2004-086](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-44;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-03-27.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-59

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (résidences multifamiliales, intersection chemin du Sault et rue du Dupont)

[Réf. : AGT-GER-2004-087](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-45;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-03-31.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-60

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (résidences unifamiliales jumelées, prolongement de la 7ième Rue)

[Réf. : AGT-GER-2004-089](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-46;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-03-39.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-61

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (matériaux de revêtement extérieur et écran tampon, autoroute Robert-Cliche)

[Réf. : AGT-GER-2004-091](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-48;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-03-43.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-62

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (rues Lorraine, Bretagne et de la Loire)

[Réf. : AGT-GER-2004-090](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome a été demandée lors de la séance tenue le 14 octobre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-47;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-02-11 modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome et d'adopter ce règlement sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-03-41.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-63

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le Plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis (agrandissement de l'affectation Habitation à faible et moyenne densité)

[Réf. : AGT-GER-2003-041](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le Plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis a été demandée lors de la séance tenue le 14 octobre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-13-32;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-02-12 modifiant le Règlement sur le Plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-05.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-64

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (agrandissement de l'affectation Habitation à faible et moyenne densité)

[Réf. : AGR-GRE-2004-018](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis a été demandée lors de la séance tenue le 14 octobre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-05-02 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-02-13 modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-02-06.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-65

Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux de mise aux normes des feux pour piétons ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-GEN-2004-037](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux de mise aux normes des feux pour piétons ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 26 avril 2004, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-04-90 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-02-14 décrétant des travaux de mise aux normes des feux pour piétons ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-66

Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant des honoraires professionnels pour la réalisation d'études et du plan directeur de l'eau ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-GEN-2004-032](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant des honoraires professionnels pour la réalisation d'études et du plan directeur de l'eau ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 26 avril 2004, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-04-81 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-02-15 décrétant des honoraires professionnels pour la réalisation d'études et du plan directeur de l'eau ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2004-04-67

Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées

Le rapport des dépenses autorisées par le Vérificateur général est déposé.

CV-2004-04-68

Période d'intervention des membres du Conseil

Plusieurs membres du Conseil de la Ville prennent la parole.

CV-2004-04-69

Période de questions

Deux personnes posent des questions et émettent des commentaires. Une personne dépose un document concernant un projet de construction sur le territoire.

CV-2004-04-70

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De lever la séance à 23h00.

Adoptée à l’unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière
